

<http://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article1702>



# Le gouvernement veut dynamiser la Fonction Publique

- INTERPROFESSIONNEL



Date de mise en ligne : jeudi 14 mars 2019

---

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

---

Annoncée depuis plus d'un an et reportée grâce à la mobilisation des Gilets jaunes et des stylos rouges, la réforme - pardon la casse - du statut de fonctionnaire revient en force

Voir ici notre tract :



Et le 4 pages de notre union interprofessionnelle Solidaires :



Au menu :

- **extension du recours au contrat** : vers une généralisation des contractuel-le-s.  
Pour info, le modèle c'est la Poste où il y a maintenant plus de contractuel-le-s que de fonctionnaires... C'est ce qu'on veut pour l'éducation ?
- **evaluations individualisées et rémunération au mérite** : La rémunération au mérite ou la carotte et le bâton
- **fin du paritarisme** : tout ce qui concerne notre carrière est pour le moment encore étudiée en commissions, avec des représentant-e-s syndicaux. Avec ce projet ça saute !
- **suppression du CHSCT et des CT** : c'est déjà le cas dans le privé depuis la Loi Travail de 2016, c'est maintenant notre tour !

**CE QUI PROUVE QUE SUD EDUCATION A RAISON D'APPELER A SE MOBILISER AVEC LES SALARIE-E-S DU PRIVE !**

Extrait du 4 pages de Solidaires :

**Le projet de loi de transformation de la fonction publique présenté par le gouvernement par le biais du secrétaire d'Etat à la fonction publique Olivier Dussopt n'est ni plus ni moins que le dynamitage de la fonction publique.**

Il s'inscrit dans une logique ultra libérale fondée sur un projet global de société qui prône l'individualisme à tout va. Chacun-e est responsable de sa vie. Ainsi, celles et ceux qui peuvent font et ont. Tant pis pour les autres. Dans cet esprit, le gouvernement remet donc en cause tout ce qui relève de la solidarité et de principes collectifs. Par conséquent haro sur les services publics et la fonction publique, pourtant fondamentaux pour la redistribution des richesses et la cohésion sociale.

## Le gouvernement veut dynamiser la Fonction Publique

---

Dans cette société, dont il faut souligner la fragilisation, laissés pour compte, salariés et retraités pauvres, précarisés, fragilisés, se sentent aujourd'hui abandonnés laissant place à un mouvement social depuis plusieurs mois. Dans ce contexte tendu, la fonction publique fait l'objet d'attaques en règle ; elle est présentée comme facteur de rigidité et est également pointée du doigt comme étant uniquement un coût pour la collectivité. Dans cette logique du "moins de services publics", le gouvernement affiche ses intentions : moins de fonctionnaires (120 000 suppressions d'emplois sur le quinquennat, 60 MdsEuros de coupes dans les dépenses publiques). Pour ce gouvernement, la voilure des services publics et de la fonction publique doit être réduit à son strict minimum (CAP 2022), les missions externalisées, privatisées dès que l'opportunité s'en présente, les agent-e-s publics étant réduit-e-s à de simples variables d'ajustement de la dépense publique. Ils doivent donc être l'objet d'une gestion flexible et docile, pour mieux accompagner la déstructuration des services publics.

**Solidaires Fonction Publique à l'inverse défend le service public et la fonction publique qui en exerce les missions comme une richesse collective indispensable pour toutes et tous, favorisant la réduction des inégalités, mission première de l'Etat.**

**Pour Solidaires, ce projet de loi est désastreux et mortifère pour la fonction publique, les agent-e-s, les services publics, les populations, et elle exige donc le retrait du projet de loi.**